

gramme, des possibilités financières de la Confédération. Si on veut insister sur ce devoir, il faudrait le mentionner dans toutes les lois que nous adoptons.

La reprise à l'alinéa 2 *in fine* de cette notion, qui est d'ailleurs contenue dans l'article 1^{er} de la loi, puisqu'il dit que le Conseil fédéral doit fixer ces objectifs dans les Grandes lignes de sa politique et dans la planification financière de la Confédération, apparaît comme un ligotage des organes de la recherche.

C'est pour cette raison, à cause du caractère pléonastique de la disposition en cause, que je m'y suis opposé et que je demande à la Chambre de la rejeter de même.

Bundesrat Egli: Ich muss namens des Bundesrates an unserem Antrag festhalten. Mit vollem Verständnis für die Sorge um die Bundesfinanzen muss doch folgendes bedacht werden:

Es ist wiederholt darauf hingewiesen worden, dass der Antrag der Minderheit eine finanzpolitische Wahrheit enthält, die für die ganze Bundesverwaltung, für die gesamte Verwaltungstätigkeit Geltung haben sollte, nämlich, dass auf die finanziellen Möglichkeiten des Bundes Rücksicht zu nehmen ist. Wir fragen uns deshalb, warum ausgerechnet in diesem Gesetz dieser Grundsatz nochmals ausdrücklich statuiert werden soll. Dann müssten Sie ihn in allen anderen Gesetzen auch aufführen, und das ist nicht der Fall. Es entsteht dann der Verdacht, wie ihn Herr Miville angetönt hat, dass man hier in besonderer Weise auf die finanziellen Möglichkeiten des Bundes Rücksicht nehmen soll, im Gegensatz etwa zu anderen Bereichen, in denen der Bund legiferiert hat und Ausgaben zulässt.

Ich glaube, dass das geradezu kontraproduktiv sein könnte. Es kann der Fall eintreten, dass gerade in Zeiten knapper Mittel das Bedürfnis entsteht, die Forschung aus konjunkturellen Gründen zusätzlich zu fördern. Das liefe dann unter Umständen nicht parallel zu den finanziellen Möglichkeiten. Ich frage mich deshalb, ob es tunlich sei, der Budgetkompetenz der Bundesversammlung Fesseln anzulegen, die sich entgegen dem Ziel auswirken können, das wir mit diesem Gesetz verfolgen, und entgegen Zielen, die wir eventuell konjunkturpolitisch verfolgen müssen.

Ich bitte Sie, dem Antrag des Bundesrates und der Mehrheit zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Mehrheit | 16 Stimmen |
| Für den Antrag der Minderheit | 16 Stimmen |

Präsident: Ich muss den Stichentscheid geben, ich stimme dem Bundesrat zu.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 27–33

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 27 à 33

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

| | |
|---------------------------------|--------------------------------|
| Für Annahme des Gesetzentwurfes | 34 Stimmen (Einstimmigkeit) |
|---------------------------------|--------------------------------|

An den Nationalrat – Au Conseil national

83.010

Wissenschaftliche Forschung.

Beiträge 1984 bis 1987

Recherche scientifique.

Contributions 1984 à 1987

Botschaft und Beschlussentwürfe vom 16. Februar 1983 (BBl I, 1429)

Message et projet d'arrêté du 16 février 1983 (FF I, 1405)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Schaffter, rapporteur: Si l'on se réfère à la loi sur la recherche que nous venons de voter, nous voici tout à la fois juridiquement motivés et contraints d'examiner dans un esprit empreint de bonne volonté le message du Conseil fédéral concernant l'encouragement de la recherche scientifique durant la période 1984 à 1987.

Deux arrêtés sont soumis à votre approbation à cet effet, le premier allouant des subventions pour un montant total de 759,14 millions de francs aux institutions chargées d'encourager la recherche, l'autre portant octroi de subventions pour un montant de 23,6 millions en faveur de la recherche sur le cancer.

A la lecture du message, votre commission a fait trois constatations:

1. Les organes de recherche ont fonctionné jusqu'ici à satisfaction et avec efficacité. Certes, leur activité a prêté parfois le flanc à la critique – on ne peut distribuer des centaines de millions sans commettre quelque impair ni exciter quelques jalousies, cela va de soi – mais les dernières requêtes présentées et surtout l'effort de coordination qui anime lesdits organes démontrent qu'il a été précisément tenu compte de ces critiques. A ce propos, la loi que nous venons d'adopter doit permettre de prévenir encore mieux certaines erreurs.

2. Les requêtes présentées par le Fonds national de la recherche et les autres organes reconnus ne se contentent pas de répondre aux exigences de la nouvelle loi. Elles prouvent aussi que ces institutions sont disposées à coordonner efficacement leurs activités. Mais ce n'est pas tout. Elles expriment encore, et c'est là un point capital, leur volonté de développer les efforts de la recherche afin d'assurer au pays le progrès continu qui, dans ce domaine, est devenu une condition d'indépendance.

3. A cet élan du monde de la recherche, qui finit bien sûr par se traduire en dizaines, voire en centaines de millions, s'oppose la nécessité d'équilibrer les finances fédérales. Les requêtes des organes de la recherche ont été passées au crible du Conseil suisse de la science afin que non seulement il en pèse les critères de qualité mais aussi qu'il en contienne l'appétit de finances afin de les rendre acceptables par la Confédération.

Ce premier élagage n'a pas atteint en plein son but. Le Conseil fédéral, sous la pression des nécessités financières, en imposera un second, qui conduira aux sommes inscrites dans l'arrêté qui vous est soumis.

Vous avez trouvé dans le message le détail de ce cheminement pour chacun des organes de recherche. Il serait oiseux de s'arrêter aux chiffres intermédiaires. Mieux vaut présenter en quelques mots la méthode adoptée par le Conseil fédéral.

Ce dernier retient d'emblée qu'il aimerait répondre avec générosité aux demandes qui lui sont adressées et que, s'il en avait les moyens, il irait plus loin encore que les requérants, mais les ressources sont comptées et nul ne sait si

l'abondance reviendra. Alors, avec ce que nous avons, faisons le plus possible, et ce possible, le voici.

Les crédits accordés pour les quatre prochaines années doivent *grosso modo* compenser un renchérissement annuel de 4 pour cent et assurer une augmentation réelle de la subvention de 1 pour cent par année. Impossible de faire plus, laisse entendre le message.

Votre commission, à l'unanimité, a décidé d'entrer en matière sur ces bases. Trois amendements ont été annoncés qui feront l'objet de la discussion de détail.

Au nom de la commission, je vous invite à entrer en matière.

Reste l'arrêté portant octroi de subventions en faveur de la recherche sur le cancer. Ici encore, la volonté de consacrer à la recherche anticancéreuse les sommes que cette tâche exige ne manque pas. Cette volonté est d'autant plus légitime que les résultats déjà acquis par le Groupe suisse de la recherche clinique sur le cancer et l'Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer à Epalinges, dans le canton de Vaud, placent ces organismes en tête de la recherche mondiale sur le cancer. C'est pourquoi, sans pouvoir accéder totalement aux désirs des requérants, le conseil propose en ce cas, outre la compensation annuelle du renchérissement de 4 pour cent, une augmentation réelle de la subvention de 4 pour cent par année également. Il est bien vrai, hélas! pour les bénéficiaires que la guillotine de la réduction linéaire de 10 pour cent va tomber en 1984/1985. *Dura lex sed lex*. Espérons que tout ira mieux en 1986/1987 et entrons en matière si vous le voulez bien.

Hänsenberger: Wir haben zwei Bundesbeschlüsse; erstmals figurieren nun die Beiträge an die Krebsforschung als separater Bundesbeschluss.

Die Botschaft für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung 1984 bis 1987 führt auf Seite 42 den Hauptgrund an, weshalb ein separater Bundesbeschluss für die Krebsforschung gefasst werde und nicht die Krebsforschung durch die Beiträge des Nationalfonds finanziert werde. Ich zitiere: «Die Beiträge an die Krebsforschung dienen andererseits nicht der Finanzierung spezifischer Forschungsprojekte, sondern der Subventionierung der Infrastrukturaufwendungen der Forschung, vor allem im Bereich der Lohnzahlungen. Die Infrastruktur ist für die in der Krebsforschung tätigen Institutionen die Grundlage, auf der Forschungsprojekte, die dann von den Kantonen dem Nationalfonds, den Krebsligen und anderen Trägern finanziert werden, durchgeführt werden können.» Ich glaube aber, ein weiterer Grund für diesen separaten Bundesbeschluss dürfte wohl auch sein, wenn auch unausgesprochen, dass diese Mittel bei künftigen Kürzungen von Forschungsbeiträgen des Bundes nicht ohne weiteres mitgekürzt würden.

Nun ist etwas Eigenartiges passiert: Noch bevor der Erstrat, also der Ständerat, diese Vorlage behandelt – und ich nehme an, heute auch genehmigt –, sieht der Bundesrat im Sparmassnahmenpaket, das jetzt in der Vernehmlassung ist, vor, den Beitrag an die Krebsforschung gänzlich zu streichen. Ich möchte hier nur auf diese doch etwas groteske Situation hinweisen, dass einerseits für 1984 bis 1987 wir heute erhöhte und in ihrer Bedeutung mit einem eigenen Bundesbeschluss verstärkte Mittel für die Krebsforschung bewilligen werden und dass dann diese Mittel in bloss drei Jahren völlig gestrichen werden sollten.

Ich bin für Eintreten.

Miville: Ich stelle dieselbe Frage wie Herr Hänsenberger und möchte einiges zur Begründung dieser Frage ausführen.

Sie sehen in der Botschaft den Unterschied zwischen der Grundlagenforschung und der klinischen Forschung auf diesem Gebiet. Einerseits müssen diese beiden Forschungszweige aufs engste zusammenarbeiten, andererseits ist es von grösster Wichtigkeit, dass beide Zweige ihrer Obliegenheit nachkommen können. Krebsforschung ohne klinische Forschung kann nicht betrieben werden. Man kann auch nicht sagen, diese Forschung erfolge ja im

Ausland mit grossem Effekt und mit grossen Mitteln. Das nützt uns gerade im Bereich der klinischen Forschung in der Schweiz nicht viel. Es ist für uns nicht interessant zu erfahren, aus dem Krankenmaterial heraus, wie man dem sagt, warum die Japaner bestimmte Krebsarten zu erleiden haben, sondern es ist für uns interessant zu wissen, warum und in welcher Art und Weise unsere Leute hier im Lande dieser Krankheit ausgesetzt sind.

Und darum halte ich die Meinung des Bundesrates im Anschlussprogramm, dass dann eben die Kantone für die Krebsforschung aufkommen müssen, für gefährlich. Ich halte sie in einem gewissen Sinne für eine Alibi-Erklärung. Bei der heutigen Kostenentwicklung im Gesundheitswesen werden die Kantone schlechterdings nicht in der Lage sein, auch nur minime Beiträge zusätzlich in die klinische Krebsforschung zu investieren. Diese aufzugeben wäre insofern unverständlich, als unbestrittenermassen in den letzten Jahren Erfolge erzielt wurden, die sich in einer eindrücklichen Besserung der Überlebensaussichten bei verschiedenen Krebsarten äusserten. Dass künftig Gelder des Nationalfonds zur Verfügung gestellt werden könnten, ist ebenfalls eine Illusion. Gerade weil das schon bisher Mühe verursachte, kam man ja zum neuen Bundesbeschluss, zu dieser Verselbständigung der Beiträge für die Krebsforschung und im besonderen für die klinische Krebsforschung.

Die nun unserer Beschlussfassung unterliegenden Beiträge an die Krebsforschung dürfen in einem anderen Erlass nicht wieder gestrichen werden. Diese Widersprüchlichkeit im Vorgehen der Behörden, auf die auch Herr Hänsenberger hingewiesen hat, möchte ich hier ausdrücklich zur Diskussion gestellt haben, und ich möchte wissen, wie sich der Bundesrat das weitere Vorgehen in dieser Angelegenheit vorstellt.

Bundesrat Egli: Ich danke Ihnen für die wohlwollende Aufnahme dieser Vorlage. Ich möchte übrigens noch die Gelegenheit benützen, der vorbereitenden Kommission für die äusserst speditive Arbeit zu danken, und dem Herrn Kommissionspräsidenten, Herrn Schaffter, meinen besonderen Dank abstellen.

Die eben vorangegangene Beratung des Forschungsgesetzes erleichtert Ihnen nun den Überblick über das, was wir jetzt zu beraten haben. Ich bin mir bewusst, dass es nicht einfach ist, unter den heutigen finanziellen Vorzeichen dem Parlament einen Kredit von dreiviertel Milliarden Franken zu beantragen. Ich möchte mich darauf beschränken, die Vorlage in den finanzpolitischen Zusammenhang zu stellen und auf den finanziellen Hintergrund hinzuweisen, in dem sich heute die Eidgenossenschaft bewegt.

Ich bitte Sie, vorerst zu beachten, dass diese rund dreiviertel Milliarden Franken sich auf vier Jahre verteilen. Forschungsinvestitionen sind ja auf mittel- bis langfristige Erfolge ausgerichtet. Man darf daher bei der Entschlussfassung nicht auf die momentane Situation abstellen und sich von dieser Lage beeindrucken lassen.

Eine zweite Bemerkung: Gerade bei wirtschaftlicher Rezession verdient die Forschung vermehrte Aufmerksamkeit. Bei einem kürzlichen Besuch des französischen Forschungsministers erklärte mir dieser, dass die Franzosen sich einen jährlichen Zuwachs von 17 Prozent für die Forschung vorgenommen hätten, gerade mit Rücksicht auf die derzeitige Wirtschaftssituation.

Forschung schafft sofort Arbeitsplätze, und zwar in der Forschung selbst. Sie sichert auch die Bereitschaft für Investitionen zu einem späteren Zeitpunkt – bei einem Wiederaufschwung der Wirtschaft –, und schliesslich trägt sie zur Konkurrenzfähigkeit des eigenen Landes mit dem Ausland bei.

Ein weiterer Gedanke: Forschungsbeiträge sind ihrem Wesen nach Investitionen, die unter den Gesichtspunkten der Budgeteinsparung nicht denselben Regeln unterstehen wie Konsumausgaben. Ich bin mir durchaus bewusst (darauf hat Herr Letsch in der Kommissionberatung aufmerksam gemacht), dass dieser Gesichtspunkt zwar bei unserer Regelung nicht in Erscheinung tritt, indem solche Ausga-

ben nicht aktiviert werden. Das ändert aber nichts an ihrem Wesen; es sind im Grunde genommen Investitionsausgaben.

Ferner: Forschungsbeiträge dienen vor allem auch der Erhaltung und Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses. Wir haben in der Botschaft speziell darauf hingewiesen; auch das Forschungsgesetz weist in Artikel 2 Litera e auf diesen Zusammenhang hin. Ich muss klar und deutlich sagen, dass es unter diesem Gesichtspunkt heute nicht in allen Teilen der Wirtschaft zum besten bestellt ist. Gewisse Wirtschaftszweige leiden unter Mangel an schweizerischem Nachwuchs und beklagen sich bei uns darüber. Sie weichen ins Ausland aus und müssen den wissenschaftlichen Nachwuchs dort rekrutieren. Ich brauche nicht zu sagen, dass wir damit den Export von wissenschaftlichem und Forschungs-Know-how betreiben, wenn wir Ausländer in der Schweiz zur Forschung zulassen.

Es kommt auch dazu, dass eigene Wissenschaftler ins Ausland emigrieren, wenn sie in der Schweiz zuwenig Gelegenheiten haben zur wissenschaftlichen Forschung und hier keine entsprechende Infrastruktur vorfinden.

Schliesslich darf ich auch von unseren eigenen Erfahrungen reden, wenn wir bei der Wahl von Hochschuldozenten regelmässig zu einem sehr ansehnlichen «Quantum» von Ausländern greifen müssen, weil keine schweizerischen Kandidaten zur Wahl für das betreffende Fach zur Verfügung stehen.

Der Staat ist zur Erfüllung seiner eigenen Aufgaben zunehmend auch auf eigene Forschungsergebnisse angewiesen. Ich erinnere an Bereiche wie Energie, Strassenbau, Umweltschutz, Raumplanung unter anderem, und wir Politiker müssen offen zugeben, dass in vielen Bereichen (in der Energie ist dies ganz typisch) die Akzeptanz der Öffentlichkeit zunimmt, wenn die Wissenschaft und nicht nur Politiker staatliche Massnahmen unterstützen.

Ein weiterer Gedanke: Es ist eine Eigenart der schweizerischen Forschung (der Forschungspolitik und der schweizerischen Forschungsorganisation), dass sie weitgehend auf das Milizsystem abstellt. Ich erinnere an die Zusammensetzung des Wissenschaftsrates, des Forschungsrates und der wissenschaftlichen Fachverbände, wie sie im Forschungsgesetz aufgezählt sind. Das Funktionieren unserer gesamten Forschungsorganisation, des ganzen Apparates, wäre undenkbar ohne diese schlecht oder in vielen Fällen überhaupt nicht entschädigte Miliztätigkeit von Personen, die uneigennützig in diesem Bereich sich einsetzen. Es wäre eine schlechte Anerkennung dieser Arbeit, wenn wir nun daran gehen wollten, hier Kürzungen vorzunehmen. Es besteht die Gefahr, dass all diese Personen, die sich uneigennützig und willfährig zur Verfügung stellen, sich aus dieser Tätigkeit zurückziehen, wenn wir nicht mehr genügend Mittel zur Verfügung stellen.

Der Wissenschaftsrat hat – wie Sie wissen – darauf hingewiesen, dass sukzessive der Wissenschaft Mittel entzogen werden. Ich darf Ihnen sagen, dass das keine Zwecküber-treibung ist. Im Jahre 1981 haben wir die Beiträge an die Forschung real gekürzt, und wir konnten diese Kürzung seither nicht einholen. Der Nachholbedarf macht heute ungefähr 17 Millionen Franken pro Jahr aus. Seit 1980 musste der Nationalforschungsfonds 180 Arbeitsplätze in der Forschung abbauen. Auch mit den nun vorgeschlagenen Krediten wird dieser Nachholbedarf nicht abgedeckt. Wir haben mit den Vorschlägen, die wir Ihnen unterbreiten, den Anträgen des Wissenschaftsrates bei weitem nicht entsprochen. Wir haben ganz namhafte Kürzungen vorgenommen.

Unser Vorschlag beruht auf den Beiträgen 1983. Dazu kommt ein Zuschlag von 4 Prozent vor für die vermutete Teuerung sowie ein realer Zuwachs von lediglich 1 Prozent. Ich bitte Sie, zu beachten, dass für die Jahre 1984 und 1985 für die hier bewilligten Beträge erst noch die 10prozentige Kürzung gemäss Sparbeschlüssen vorgenommen wird. Sie unterliegen also dieser Kürzung. Für die Jahre 1986 und 1987 ist die Kürzung noch nicht bekannt. Sie wissen, dass

im Rahmen des Anschlussprogrammes darüber bestimmt wird.

Ich ziehe daraus die Schlussfolgerung bzw. die Bitte, die Beträge keinesfalls zu unterschreiten, die wir Ihnen heute vorschlagen.

Ich habe noch zu zwei Fragen Stellung zu nehmen, die aufgeworfen worden sind. Herr Hänsenberger, warum zwei Beschlüsse? Sie haben die Antwort teilweise selbst erteilt. Ich darf noch folgendes beifügen: Erstens einmal handelt es sich vorwiegend um eine historische Tradition, diese Beträge gesondert zur Kreditbewilligung zu unterbreiten. Es ist besser möglich, Vergleiche anzustellen, wenn wir diese Tradition fortsetzen. Der Bundesrat behält sich auch vor, bei der Krebsforschung zu einem späteren Zeitpunkt einen Teil eventuell beim Nationalfonds einzubeziehen oder aus den geförderten Forschungseinrichtungen eine eigene Forschungsstätte zu machen. Auch deshalb möchten wir die diesbezüglichen Kredite gesondert ausweisen.

Der dritte Grund ist ein finanzrechtlicher. Es geht um folgendes: Sie sehen, dass die Rechtsgrundlage für den Beschluss I und für den Beschluss II nicht dieselbe ist. Der Beschluss I basiert auf dem Forschungsgesetz, während der Beschluss für die Krebsforschung auf Artikel 85 der Bundesverfassung, auf der allgemeinen Budgetkompetenz der Bundesversammlung, basiert. Warum? Es handelt sich eigentlich um eine finanzrechtliche Spitzfindigkeit, auf die uns die Finanzverwaltung gebracht hat. Es handelt sich hier ja um Zahlungsrahmen, und das Forschungsgesetz sieht nun vor, dass die Beiträge an die Forschungsinstanzen in einem Zahlungsrahmen durch die Bundesversammlung zu genehmigen sind. Bei den Beiträgen an die Krebsforschung handelt es sich aber um Bundesforschung, indem diese Beträge eben direkt aus der Bundesverwaltung an die Krebsforschung gehen, und im Forschungsgesetz ist – vielleicht versehentlich, aber es ist nun Tatsache – für diese Beiträge kein Zahlungsrahmen vorgesehen. Deshalb hat die Finanzverwaltung uns aus rechtlichen Gründen gebeten, den Krebsbeschluss nicht auf das Forschungsgesetz, sondern direkt auf die Bundesverfassung, auf die Budgetkompetenz der Bundesversammlung, abzustützen.

Herr Miville, ich nehme den politischen Willen gerne zur Kenntnis, dass künftig an der Krebsforschung nach Möglichkeit keine Kürzungen vorgenommen werden sollen. Ich darf Ihnen erklären, dass wir bereits in diesem Beschluss ursprünglich 3 Millionen mehr vorgesehen hatten, dass wir uns dann aber nach den Wünschen der Finanzplanung auszurichten hatten und die Krebsforschung um 3 Millionen kürzen mussten. Damit basieren die Krebsforschungsbeiträge auf den gleichen Zuwachsraten wie die Beiträge an die Forschungsinstanzen, nämlich auf 4 Prozent Teuerung und 1 Prozent Realzuwachs. Wir hatten ursprünglich etwas mehr vorgesehen, uns dann aber auf Wunsch des Bundesrates danach ausgerichtet.

Ich habe Ihnen in der Eintretensdebatte zum Forschungsgesetz gesagt, dass wir sehr grossen Wert auf den Dialog legen, der sich zwischen Parlament und Regierung bei der Behandlung der Forschungskredite entspannt. Ich bin Ihnen daher dankbar, Herr Miville, wenn Sie darauf hinweisen, dass Sie es nicht gerne sähen, wenn ausgerechnet bei der Krebsforschung im Zuge der Sparmassnahmen Kürzungen vorgenommen würden. Wir beherzigen diesen Wunsch. Selbstredend kann ich persönlich Ihnen heute keine Zusicherung abgeben.

Bundesbeschluss über die Beiträge an die Institutionen der Forschungsförderung in den Jahren 1984 bis 1987

Arrêté fédéral subventionnant les institutions chargées d'encourager la recherche durant la période 1984 à 1987

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

*Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 1***Antrag der Kommission**Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2**Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit (Letsch)

Streichen

Art. 1*Proposition de la commission**Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité (Letsch)

Biffer

*Abs. 1 – Al. 1**Angenommen – Adopté**Abs. 2 – Al. 2*

Letsch, Sprecher der Minderheit: Mit dem in Absatz 1 soeben fixierten Höchstbetrag gelangt der Nationalfonds in den nächsten Jahren in den Genuss relativ grosszügig bemessener Beiträge gemäss Antrag des Bundesrates. Mit Absatz 2 soll nun aber der Bundesrat ermächtigt werden, zusätzlich noch die Arbeitgeberbeiträge für die zweite Säule der Forscher ins Budget einzustellen und dem Nationalfonds separat zu vergüten.

Hier geht es meines Erachtens nicht mehr um ein Ermessen, sondern um eine Grundsatzfrage. Diese Grundsatzfrage lautet: Ist es richtig, dass der Bund den von ihm finanzierten oder subventionierten Institutionen solche Kosten, die wir mit dem Ausbau der Sozialversicherung uns allen auferlegt haben, einfach vergütet, oder wäre von solchen Institutionen nicht zu erwarten, dass sie diese Kosten gleich wie die von der zweiten Säule betroffenen Privatbetriebe irgendwie verkraften? Vor allem die Klein- und Mittelbetriebe in Gewerbe und Industrie werden die Belastungen aus der zweiten Säule ja nicht einfach auf die Preise überwälzen und sich schadlos halten können. Dieser Illusion möchte ich hier entschieden entgegenreten. Sie müssen diese Kosten anders auffangen, durch Rationalisierung, durch Produktivitätsfortschritte, vielleicht entsteht sogar eine Schmälerung der Gewinne. Schaffen wir mit der vom Bundesrat beantragten Regelung nicht eine stossende Ungleichheit zwischen staatlich finanzierten und privaten Arbeitgebern? Und könnten ausser dem Nationalfonds nicht zahlreiche weitere Beitragsempfänger dieselbe Regelung beanspruchen?

Persönlich bin aus zwei Gründen überzeugt, dass wir gerade im Bereich der angewandten Forschung keinen Grund haben, ein solches Präjudiz zu schaffen. Erstens wurden und werden für die vom Bund finanzierte ange-

wandte Forschung reichlich Mittel zur Verfügung gestellt, und zwar nicht bloss zugunsten des Nationalfonds. Vielmehr fliessen solche Mittel seit einigen Jahren mehr und mehr auch in andere Kanäle, so vor allem in die sogenannte Ressortforschung des Bundes und in die Kommission zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung. Die zuletzt genannten Kredite haben sich seit 1975 real stärker erhöht, als aus der Botschaft des Bundesrates zum Forschungsgesetz ersichtlich ist. Sie haben sich verdreifacht. Die Zahlen in der Botschaft stimmen nicht und sind mir gegenüber inzwischen vom Bundesamt für Bildung und Wissenschaft schriftlich berichtigt worden. Auf alle Fälle dürfen wir, wenn es um die Forschungsförderung geht, die dem Nationalfonds zufließenden Mittel nicht isoliert betrachten, sondern wir müssen andere Instanzen der Forschungsförderung miteinbeziehen.

Den zweiten Grund, weshalb auch für den Nationalfonds die Kosten der zweiten Säule verkraftbar sein sollten, hat gestern in der Eintretensdebatte zum Forschungsgesetz Herr Piller genannt. Auch er ist überzeugt, dass die verfügbaren Mittel noch wirkungsvoller eingesetzt werden können. Solche Möglichkeiten bestehen zum Beispiel in der Auswahl der Forschungsprojekte, in der Vermeidung von Doppelspurigkeiten oder in der von Herrn Piller angedeuteten flexibleren Personalpolitik. Wenn also bei Einführung der zweiten Säule dem Nationalfonds tatsächlich jährlich zusätzliche Kosten von 6 Millionen Franken erwachsen sollten, so heisst das nicht, dass das eigentliche Forschungspotential entsprechend kleiner zu werden braucht.

Zusammenfassend komme ich deshalb zum Schluss, dass mit der Streichung von Absatz 2 weder der schweizerischen Forschungspolitik noch dem Nationalfonds im besonderen ein Schlag versetzt wird. Wir verhindern aber eine ungerechtfertigte, stossende Privilegierung staatlich finanzierter Institutionen gegenüber privaten Betrieben. Und wir verhindern, dass beim Nationalfonds ein Präjudiz geschaffen wird, dessen finanzielle Konsequenzen der Bund heute kaum überblickt.

Ich bitte Sie deshalb, dem Streichungsantrag zuzustimmen.

Bundesrat Egli: Sie stehen vor der Frage, ob Sie durch eine Annahme des Antrages Letsch indirekt eine Kürzung der Forschungsbeiträge, die wir Ihnen vorschlagen, vornehmen wollen. Ich habe Ihnen genügend dargelegt, wie knapp wir gerechnet haben und wie wir in den letzten Jahren die Forschungsbeiträge real gekürzt haben. Es darf noch darauf hingewiesen werden, dass wahrscheinlich in keinem Bereich der Bundesverwaltung alle Aufgaben derart arbeitsintensiv sind wie bei der Forschung. Praktisch der grösste Teil der Aufwendungen, die hier finanziert werden sollen, entfallen auf Arbeitsentgelt. Und deshalb fallen auch die künftigen Beiträge für die zweite Säule schwer ins Gewicht. Ich glaube auch – als dritter Gedanke –, dass der Vergleich zur Privatwirtschaft, wie ihn Herr Letsch darstellt, doch etwas hinkt. Die Privatwirtschaft kann zumindest versuchen, die Mehraufwendungen, die sich durch die zweite Säule ergeben, zu überwälzen. Über den Erfolg entscheidet letztlich gewiss der Markt, aber bei Forschungsbeiträgen besteht überhaupt keine Möglichkeit der Überwälzung. Das sind die Überlegungen, weshalb wir Ihnen vorgeschlagen haben, diese Beiträge heute schon zusätzlich vorzusehen, damit wir nachher jeweils in den Budgets die gesetzliche Ermächtigung besitzen, sie noch gesondert zu beantragen.

M. Schaffter, rapporteur: Au sein de la commission, l'amendement Letsch a été nettement rejeté. Il faut bien comprendre qu'à l'époque et au moment où nous donnons à la recherche des crédits déjà limés, l'intervention des cotisations patronales et d'employés pour le deuxième pilier, quand la loi entrera en vigueur, va encore resserrer les possibilités des organes de recherche. En réalité, près de 6 millions de francs devront être versés aux caisses par le Fonds national pour ses employés. Or parmi les chercheurs, qui sont environ 2000 à temps plein ou à temps par-

tie, il est difficile de trouver des chercheurs expérimentés et ce sont les jeunes assistants de l'université qui font le travail. Ils le font bien mais ils le font pour des salaires qui sont bas à cause même des restrictions de crédits. Ainsi d'un côté, on prône la relève, on prône des dépenses pour assurer cette relève scientifique et la continuité des recherches mais d'un autre côté, de plus en plus, on décourage les jeunes assistants à se mettre au service des organes du Fonds national.

C'est une motion nettement antisociale mais c'est aussi un amendement qui peut porter un grave préjudice aux organes de recherche. Aussi la commission l'a-t-elle nettement rejeté et en son nom, j'invite le conseil à le rejeter aussi.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit | 18 Stimmen |
| Für den Antrag der Mehrheit | 17 Stimmen |

Abs. 3 – Al. 3

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit (Bührer)

... ein Höchstbetrag von 9,83 Millionen Franken bewilligt.

Art. 2

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité (Bührer)

Un montant maximum de 9,83 millions de francs...

Frau **Bührer**, Sprecherin der Minderheit: Ich verhehle nicht, dass ich Ihnen meine Anträge zu Artikel 2 und 3, die ich gemeinsam begründe, mit gemischten Gefühlen unterbreite. Wer in diesem Haus einen Antrag auf Mehrausgaben stellt, muss dabei ein schlechtes Gewissen haben. Das gehört sich so. Meine unguuten Gefühle gehen aber auch in entgegengesetzter Richtung. Ich bedaure, dass nur zwei der Institutionen der Forschungsförderung von meinen Anträgen profitieren sollen. Dieses Bedauern fusst in meiner festen Überzeugung, dass wir, wenn wir bei der Forschung sparen, am falschen Ort sparen. Und wir haben es gerade vorhin wieder getan. Im Jahre 1984, das geht aus der Botschaft hervor, werden die Förderungsaufwendungen des Schweizerischen Nationalfonds nur denjenigen von 1972 entsprechen. Dies ist um so erschreckender, als wir noch mit steigenden Studentenzahlen zu rechnen haben und die Nachwuchsförderung nicht vernachlässigt werden darf. Was nützt es, die Wichtigkeit der Forschung zu betonen und zu sagen, die Früchte seien später zu ernten, wenn wir heute nicht säen? So werden wir nie ernten. Gerade weil ein Grossteil der Forschungsleistungen von der privaten Wirtschaft erbracht wird, besteht heute in Zeiten der Rezession die Gefahr, dass wir wichtige Positionen im internationalen Wettbewerb einbüßen und den Anschluss verpassen. Ich fürchte, dass die Rücksicht auf die momentane finanzielle Situation des Bundes, so richtig sie prinzipiell ist, uns, was den Forschungsbereich betrifft, teuer zu stehen kommen wird. Dies ist der Hintergrund für meine beiden Anträge.

Noch ein Wort dazu, warum ich diese zwei Institutionen, die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft und die Schweizerische Geisteswissenschaftliche Gesellschaft, mit einem erhöhten Beitrag berücksichtigen möchte.

Es sind im wesentlichen zwei Gründe. Erstens sind diese

beiden Institutionen von der überdurchschnittlichen Teuerung im graphischen Gewerbe ganz besonders betroffen, da sie viele Publikationen herausbringen. Die Teuerung konnte in der Vergangenheit weitgehend aufgefangen werden, ohne dass die Tätigkeit eingeschränkt werden musste. In Zukunft wird das nicht mehr der Fall sein. Dies ist um so bedauerlicher, als die beiden Gesellschaften vermehrt ihre Publikationen in die Landessprachen übersetzen wollen und damit auch einen kulturpolitischen Beitrag leisten. Zweitens erbringen diese beiden Gesellschaften ein ausserordentlich hohes Mass an Eigenleistungen, nämlich rund 75 Prozent. Bei diesem hohen Grad an Eigenleistung wiegt jede Kürzung doppelt schwer und muss direkte Auswirkungen auf die Aktivitäten haben.

Ich würde dies bedauern und bitte Sie, der Erhöhung um je 600 000 Franken zuzustimmen. Wir würden damit ein Zeichen setzen.

M. Schaffter, rapporteur: La commission n'a pas accepté, en discussion, la proposition de Mme Bührer. Il est bien entendu que les circonstances qu'elle évoque, et principalement l'augmentation des tarifs dans les arts graphiques, rendent de plus en plus difficile la tâche des sociétés qui, comme la Société suisse des sciences naturelles ou la Société suisse des sciences humaines, sont surtout orientées vers la publication d'ouvrages et des résultats de leurs recherches. Ces ouvrages devenant de plus en plus chers, il est bien clair que ces sociétés éprouvent certaines difficultés.

Malheureusement, même si nous avons beaucoup de compréhension pour ces organismes, il ne nous a pas été possible de nous ranger à l'avis de Mme Bührer, simplement pour la raison que nous devons mettre tout le monde sur le même pied et que nous ne pouvons pas faire d'exceptions pour les deux sociétés citées aux articles 2 et 3.

C'est à grand regret que nous sommes obligés d'appliquer cette règle de l'égalité de traitement, mais nous avons décidé de la faire et nous vous proposons de rejeter l'amendement Bührer.

Bundesrat Egli: Man sollte dem Wohlwollen meines Erachtens nie Grenzen setzen. Ich möchte mich deshalb eines Kommentars zum Antrag Bührer enthalten. Jedenfalls möchte ich nicht zum vornherein opponieren, um so weniger, als wir durch die Gutheissung des Antrages Letsch soeben 6 Millionen pro Jahr abgezwickelt haben. Somit stelle ich keinen Antrag.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit | 7 Stimmen |
| Für den Antrag der Mehrheit | 25 Stimmen |

Art. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Bundesrates

Minderheit (Bührer)

... ein Höchstbetrag von 8,31 Millionen Franken bewilligt.

Art. 3

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité (Bührer)

Un montant maximum de 8,31 millions de francs...

Präsident: Wir stimmen ab über Artikel 3, bei dem ebenfalls ein Antrag Bührer vorliegt.

Abstimmung – Vote

| | |
|-------------------------------|------------|
| Für den Antrag der Minderheit | 7 Stimmen |
| Für den Antrag der Mehrheit | 24 Stimmen |

Art. 4-6*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 4 à 6*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*Für Annahme des Beschlussentwurfes 29 Stimmen
(Einstimmigkeit)**Bundesbeschluss über die Beiträge an die Krebsforschung in den Jahren 1984 bis 1987****Arrête fédéral subventionnant la recherche sur le cancer durant la période 1984 à 1987***Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen**Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière**Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress, Art. 1, 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*Für Annahme des Beschlussentwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat – Au Conseil national*

79.072

Umweltschutzgesetz**Protection de l'environnement. Loi**

Botschaft und Gesetzentwurf vom 31. Oktober 1979 (BBI III, 749)

Message et projet de loi du 31 octobre 1979 (FF III, 741)

Beschluss des Nationalrates vom 18. März 1982

Décision du Conseil national du 18 mars 1982

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Bürgi, Berichterstatter: Zur Ausgangslage: In der ganzen westlichen Welt ist in den letzten 15 Jahren die Sensibilisierung auf die Belastung der Umwelt durch die moderne Zivilisation gewachsen. In der Schweiz erwuchs daraus der Artikel 24septies der Bundesverfassung, der im Jahre 1971 angenommen wurde.

Für den Erlass des Gesetzes über den Umweltschutz ergaben sich im vorparlamentarischen Verfahren grosse Schwierigkeiten. Ein erster Versuch, ein umfassendes Umweltschutzgesetz zu schaffen, stiess auf den Widerstand der Kantone und zahlreicher weiterer in die Konsulta-

tion einbezogenen Organisationen. Um eine referendums-trächtige Situation zu vermeiden, musste deshalb ein pragmatischeres Verfahren gewählt werden. Es geht von der Tatsache aus, dass seit Beginn dieses Jahrhunderts eine Reihe von Gesetzen entstand, denen Umweltschutzcharakter zukommt. Sie wurden bis anhin nur nicht unter diesen Oberbegriff eingereiht.

Die Botschaft des Bundesrates erwähnt neben den Emissionsbestimmungen des ZGB zehn Bundesgesetze, welche Umweltschutzbedingungen enthalten. Das älteste Gesetz ist dasjenige über die Forstpolizei von 1902; unter den neueren sind unter anderem die Gesetze über den Gewässerschutz, den Natur- und Heimatschutz und die Raumplanung zu erwähnen. Neuestens hat sich auch die Umweltkomponente des Strassenverkehrsgesetzes mit den verschärften Abgasvorschriften für Motorwagen mit Benzinmotor erheblich verstärkt. Von besonderem Interesse ist auch das Gesetz über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel von 1964. Dessen Artikel 6 Absatz 1 bildete bis jetzt die einzige Grundlage zum Erlass von Schutzmassnahmen innerhalb der Betriebe und mit Bezug auf die Umwelt. Der spektakulärste Problembereich, der mit diesen Bestimmungen bewältigt wurde, war die Fluoremission der Aluminiumindustrie. Dies sei beigefügt, um dem Eindruck entgegenzutreten, die Wirtschaft wäre bis jetzt von jeglicher Rücksichtnahme auf ihre Umwelt befreit gewesen.

Die Entwicklung der Umweltbelastung seit 1978: Die Botschaft des Bundesrates zum Umweltschutzgesetz ist beinahe vier Jahre alt und enthält demzufolge nur bis 1978 Angaben über die Umweltbelastung. Die seitherige Entwicklung der wichtigsten Werte sei deshalb kurz überprüft:

222.1 Strassenverkehr

| | Personenwagen | Übrige Motorwagen |
|------|---------------|-------------------|
| 1978 | 2 100 000 | 290 000 |
| 1982 | 2 500 000 | 340 000 |

Die Nettozunahme bei den Personenwagen beträgt rund 100 000 pro Jahr. Alle 5 Minuten verkehrt ein zusätzlicher PW auf unseren Strassen. Dies hat zweifellos zu einer eindeutigen Zunahme der Luftschadstoffe geführt. Eine Ausnahme gilt immerhin für den Schadstoff Blei dank der Senkung des zulässigen Bleigehaltes im Benzin.

Beim Flugverkehr (222.2) ist keine Zunahme von Belang festzustellen.

Die kommunalen Abfälle (222.5) haben sich von 316 Kilo/1977 auf 372 Kilo im Jahre 1982 gesteigert. Im Verbrauch von Trichlor- und Perchloräthylen (222.6) sowie Unkrautvertilgungsmitteln (222.7) haben sich keine wesentlichen Änderungen ergeben.

Die Hauptansatzpunkte des Gesetzes: Der neue Gesetzesentwurf umfasst vier Hauptgebiete, für welche ein neues Instrumentarium von Schutzmassnahmen vorgeschlagen wird. Es sind dies:

Der Schutz vor Lärm und Erschütterungen: Der Lärm ist eine der wichtigsten Quellen der Umweltbelastung einer modernen Gesellschaft geworden. In Gebieten mit dichtem Motorfahrzeugverkehr beträgt die Lärmeinwirkung auf die Bevölkerung häufig 60 oder mehr Dezibel. Dies führt in zunehmendem Masse zu nervösen Störungen, Pillensucht usw.

Die Lärmbekämpfung greift an zwei Punkten an. Zunächst soll die Entstehung von Lärm an der Quelle verhindert oder zumindest erheblich reduziert werden (Emissionsbegrenzungen). Dies gilt beispielsweise für Fabrikanlagen, Motorfahrzeuge, Baumaschinen, Flugzeuge usw. Wo sich dieses Vorgehen nicht als möglich erweist, soll die unmittelbare Einwirkung auf den Menschen gemildert werden, zum Beispiel durch den Einbau von Schallschutzfenstern, die Vermeidung von Neubauten in lärmgefährdeten Gebieten und die Vermeidung von ortsfesten Anlagen mit zu grosser Lärmemission.

Der Schutz vor Luftverunreinigung: Die beiden Hauptquellen der Luftverunreinigung (aber nicht die einzigen) sind der Motorfahrzeugverkehr und die Ölheizungen. Das Gesetz zielt auf eine Verminderung des Ausstosses von umweltge-

Wissenschaftliche Forschung. Beiträge 1984 bis 1987

Recherche scientifique. Contributions 1984 à 1987

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1983 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | III |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Sommersession |
| Session | Session d'été |
| Sessione | Sessione estiva |
| Rat | Ständerat |
| Conseil | Conseil des Etats |
| Consiglio | Consiglio degli Stati |
| Sitzung | 06 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 83.010 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 14.06.1983 - 08:00 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 234-239 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 011 693 |